

Libéralisation économique au Maroc: Manifestations et implications

**Par: Hicham Attouch¹
Hafida Nia²**

Résumé

Le modèle qui sert de référence à l'organisation des échanges commerciaux internationaux, depuis un siècle environ, est le libre échange. En effet, depuis la création de l'OMC en 1995, la libéralisation économique est devenue une donnée incontournable qui s'impose progressivement aux pays dans différents secteurs d'activités. Par ailleurs, l'introduction de la Chine sur cet échiquier a complètement bouleversé les calculs des stratèges.

Dans ce papier, nous avons montré l'impact de la mondialisation sur les économies du Maghreb, en vue de décrypter les retombées de la libéralisation économique au Maroc. A la lumière des données traitées nous avons conclu que le bilan de la libéralisation est mitigé et laisse planer beaucoup de doutes quant à l'atteinte des objectifs escomptés du libre échange. C'est plutôt les partenaires commerciaux du Maroc qui en tirent profit.

Mots clés : Libéralisation économique - Equilibres - régionalisation - macroéconomiques - Equilibres socioéconomiques - ALE -.

¹ Enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Meknes- Maroc

² Enseignante chercheur à la FSJES Mohammadia- Maroc

1- Introduction

Les évolutions économiques et géostratégiques enregistrées depuis la fin des années 1980 remettent à l'ordre du jour l'actualité du thème de l'ouverture internationale et des échanges dans le développement. La montée des idées libérales et le constat avéré de l'échec des politiques de développement dit « autonome » ou « autocentré » offrent l'occasion de tenter de renouveler la réflexion sur ces questions (Abdelmalki Mundler, 1995 : 156).

Le Maroc ne fait pas exception dans ce registre. Depuis 1983, beaucoup de réformes ont été adoptées pour encourager les échanges et réduire les restrictions tarifaires et non tarifaires. Ainsi, pour qu'il puisse alléger le fardeau de l'endettement qui pesait sur lui au début des années 1980 et bien avant de signer l'accord de libre échange avec l'UE en 1995, le Maroc a opté à la conditionnalité de l'ouverture économique dans le cadre du programme d'ajustement structurel « PAS ».

Bien que les résultats étaient mitigés à la fin du PAS (stabilité des équilibres macroéconomiques accompagnée d'importants déficits socioéconomiques) le pays a continué sur la voie du libre échange via les privatisations, la libéralisation sectorielle, la signature de plusieurs accords, etc. Il est donc temps de dresser un bilan rétrospectif sur les actions mises en œuvre. Raison de plus pour le faire, le classement rétrograde du Maroc à l'échelle de l'IDH : 99^{ème} place en 1990, 123^{ème} en 1998 et 126^{ème} en 2005 (PNUD, 2007).

La problématique de notre article se pose dans les termes suivants: quel impact a eu la libéralisation économique au Maroc sur le plan des équilibres socioéconomiques?

Notre hypothèse centrale : C'est que la libéralisation économique au Maroc en dépit des réformes engagées n'a pas eu l'impact souhaité sur le plan socioéconomique.

Pour vérifier cette hypothèse on présentera tout d'abord les piliers de la libéralisation économique au Maroc pour connaître le chemin parcouru sur cette voie (section 2). Par la suite on essayera d'approcher les effets de l'ouverture par une analyse des implications directes issues de la libéralisation afin de dresser un bilan rétrospectif (section 3). La section 4 sera consacrée aux marges de manœuvre dont dispose le Maroc pour contrebalancer les effets pervers de la libéralisation, à savoir : la régionalisation (opérationnalisation de l'Union du Maghreb Arabe « UMA »).

2- Piliers de la libéralisation économique au Maroc

Depuis la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel en 1983 et même après sa fin, le Maroc a adopté une stratégie délibérée visant l'intégration de l'économie marocaine dans le marché mondial. Dans ce cadre, plusieurs mesures ont été prises: libéralisation commerciale, libéralisation du régime des changes, création d'une zone financière off-shore à Tanger, création de zones franches d'exportation, signature de plusieurs accords commerciaux bilatéraux et régionaux, etc.

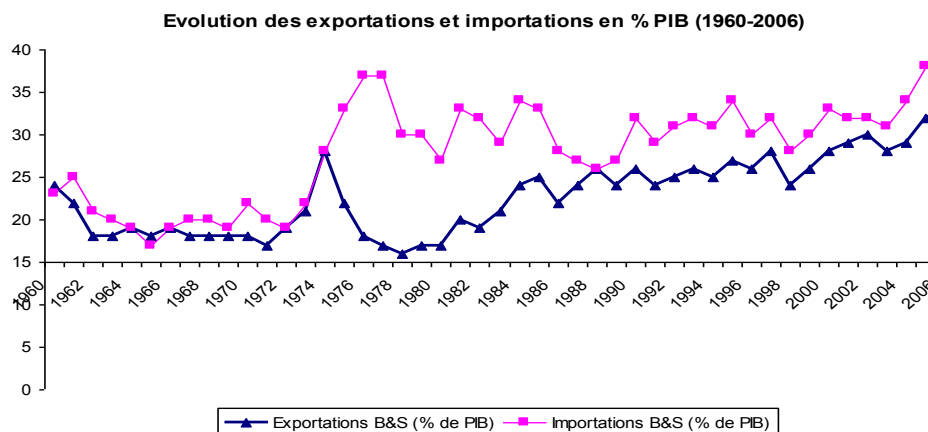
2.1. L'ouverture commerciale

De manière plus apparente, les principales mesures de libéralisation du commerce ont consisté dans (Banque Mondiale, 1999) : la réduction des droits d'importation, la simplification de la structure tarifaire, la réduction de la proportion de la production manufacturière protégée par des restrictions quantitatives. Outre ses mesures, l'ouverture commerciale s'est renforcée par la signature de plusieurs accords de libre échange, notamment avec : l'Union Européenne, les pays de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE), les pays arabes³, les Etats Unis et la Turquie. Dans tous ces accords le démantèlement tarifaire venait en

³ L'Accord d'Agadir du 8 mai 2001 réunit le Maroc, la Jordanie, la Tunisie et l'Egypte prévoient la création d'une Zone de libre-échange (ZLE) et une exonération totale (100%) des produits industriels à partir du premier janvier 2005.

tête des clauses. La conséquence des dispositions prises en matière commerciale est un accroissement du taux d'ouverture du pays (Cf. graphique 1).

Graphique n° 1



Source : Construit des données WDI (2007)

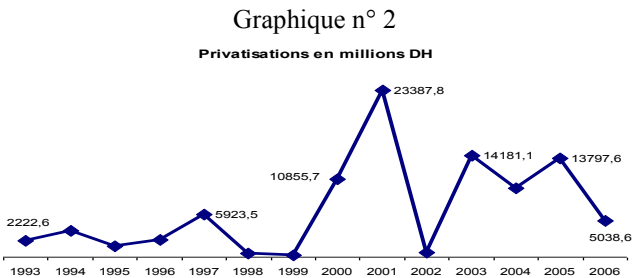
Le graphique ci-dessus montre que le commerce extérieur marocain a connu trois cycles bien définis : un premier cycle 1960-1975 où le taux d'ouverture était relativement faible mais avec une évolution quasi-identique des exportations et des importations ; un second cycle 1976-1983 qui a connu une chute libre des exportations (à cause surtout de la baisse du prix des phosphates) avec une légère reprise à la fin du cycle et une montée exponentielle des importations. Le troisième et dernier cycle, qui démarre juste après 1984 date de début de déploiement de la réforme commerciale, est marqué par une évolution simultanée des importations et des exportations dans le même sens au delà des 25% du PIB pour chacun d'eux. A noter qu'à partir de 2004 il y a eu une croissance soutenue des échanges extérieurs avec une évolution plus prononcée des importations.

Cependant, l'amélioration du commerce extérieur cache d'autres réalités. En effet, bien que le taux d'ouverture se soit accru et que les exportations ont maintenu le cap, trois constats sont à relever:

ralentissement apparent du taux moyen de croissance des exportations (2,9% entre 2001-2004 contre 14,5% en 1980-1985 et 11,5% au quinquena 1986-1990). Le même phénomène pour les importations mais à un rythme moindre (les taux enregistrés sont respectivement 14,9% ; 11,4% et 8,2%); maintien de la même structure des échanges avec quelques changements mineurs et faible diversification des destinations des échanges à prédominance de l'UE avec 2/3 du total des échanges en 2007 soit presque la même part de 1994 (Office des Changes, 2008).

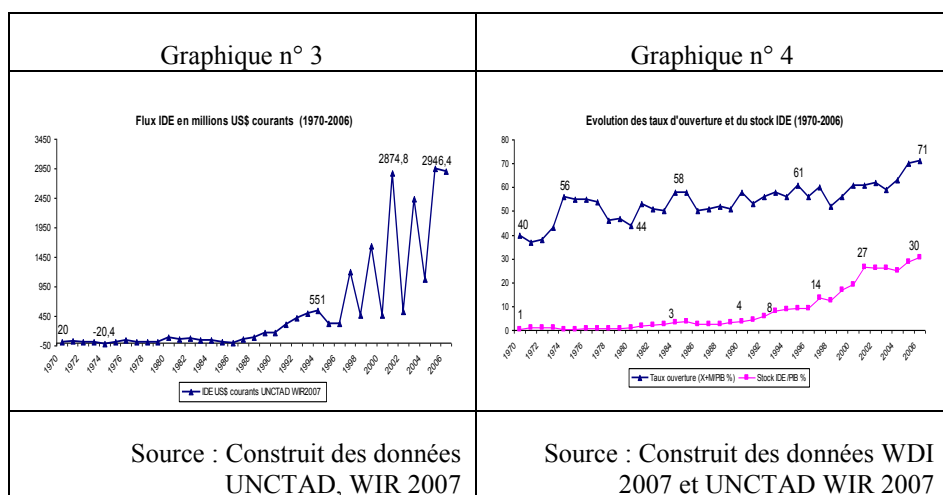
2.2- Désengagement étatique, libéralisation sectorielle et IDE

Parallèlement à l'ouverture commerciale l'Etat marocain a concrétisé le processus de son désengagement par la libéralisation de bon nombre de secteurs et la privatisation de plusieurs entreprises publiques. Entre 1993 et 2006, les opérations de privatisation ont engendré une recette globale d'environ 94,1 Milliards de DH dont 15 % ont été réalisées par des opérations de cession en bourse et que depuis 2001.



Source : Construit des données DEPP/MFP (2007)

Il ressort du graphique 2 que les recettes des privatisations dépendaient de la nature des entreprises mises sur le marché, les montants les plus importants réalisés correspondaient au transfert d'une part du capital de Maroc Telecom (2001) et à l'octroi des licences Telecom (2003). Par ailleurs, les privatisations ont raffermi l'intérêt que portent les investisseurs étrangers à l'économie marocaine (90,4% des recettes des privatisations sont des IDE (DEPP/MFP, 2007)).



Comme le montre le graphique 3 jusqu'à 1990 les montants annuels des IDE reçus par le Maroc étaient négligeables⁴. Mais à partir de 1991 ils ont commencé à s'accroître avec une forte fluctuation qui rappelle le graphique 2. Toutefois, les privatisations (cession de capital) ne constituent pas le seul mode de drainage des IDE, il faudra ajouter également les opérations de reconversion de la dette, les concessions de services (assainissement liquide et solide, adduction et distribution de l'eau potable et de l'électricité, etc.) et les opérations de « Partenariat Public Privé » comme dans le cadre des opérations SODEA-SOGETA. Mais, A-t-on réalisé les objectifs attendus de la libéralisation économique ? Les gains et/ou les pertes de plusieurs années de libéralisation peuvent être approchées par l'analyse de l'évolution de certains indicateurs globaux qui s'avèrent révélateurs à cet égard. Pour la clarté de notre analyse nous avons différencié entre les implications sur les équilibres macroéconomiques et les implications socioéconomiques.

3- Implications sur les équilibres macroéconomiques

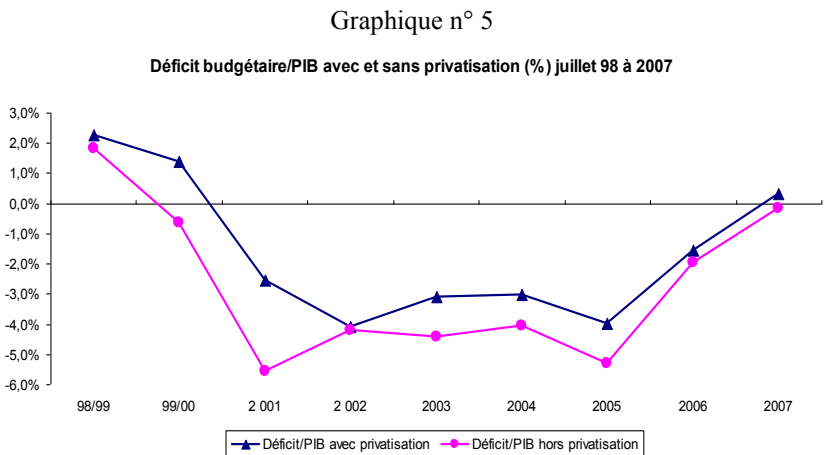
Nous entendons par équilibres macroéconomiques la situation des finances publiques et l'équilibre du commerce extérieur. Nous avons

⁴ Les 20 millions de dollar US de moins en 1973 correspondent à l'année de la marocanisation.

donné la priorité à ces équilibres du fait que les recommandations du PAS avaient pour point focal la stabilisation macroéconomique.

3.1. Evolution de l'équilibre budgétaire

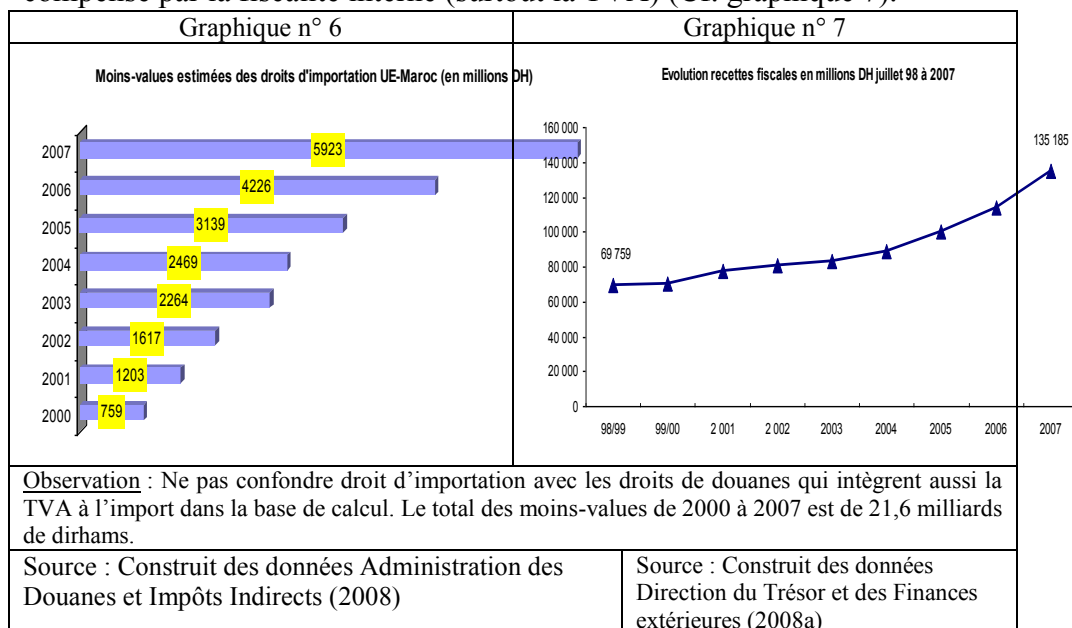
Sur ce plan la performance était au rendez-vous puisque dans les années 1980 et même 1990 le déficit a été toujours aux alentours du seuil fixé (3%) au prix d'une austérité budgétaire qui a touché essentiellement les secteurs sociaux (éducation, santé, etc.) et l'emploi public. Après 1998, l'Etat a continué sur la même trajectoire comme le montre le graphique 5 ci-dessous, le budget de l'Etat a été même excédentaire entre 1998 et 2000 et aussi en 2007 ; pour les autres années, excepté 2002 et 2004 où le déficit avec privatisation s'est établi à 4%, la barre des 3% n'a pas été dépassée. A quel prix ?



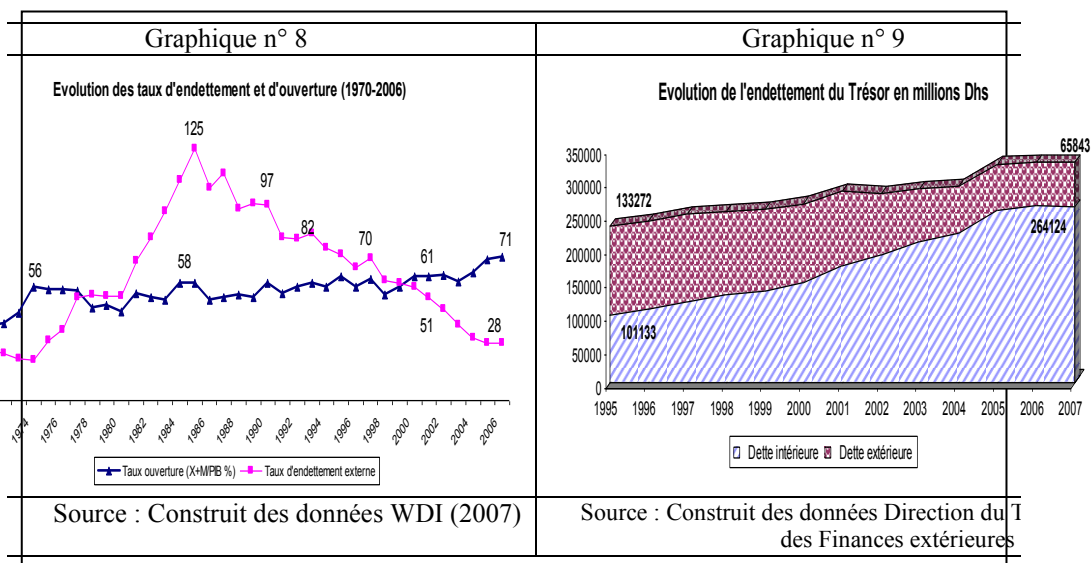
Source : Construit des données Direction du Trésor et des Finances extérieures (2008a)

« La performance budgétaire » n'est pas l'œuvre de la compression des dépenses publiques mais de l'accroissement des ressources. Tout d'abord, les recettes des privatisations ont joué un rôle important dans le maintien de l'équilibre budgétaire (Cf. graphique 5). Outre, les recettes accidentelles, sachant que les revenus des monopoles s'amenuisent et les

recettes des droits d'importation sont en chute (Cf. graphique 6), l'Etat a compensé par la fiscalité interne (surtout la TVA) (Cf. graphique 7).



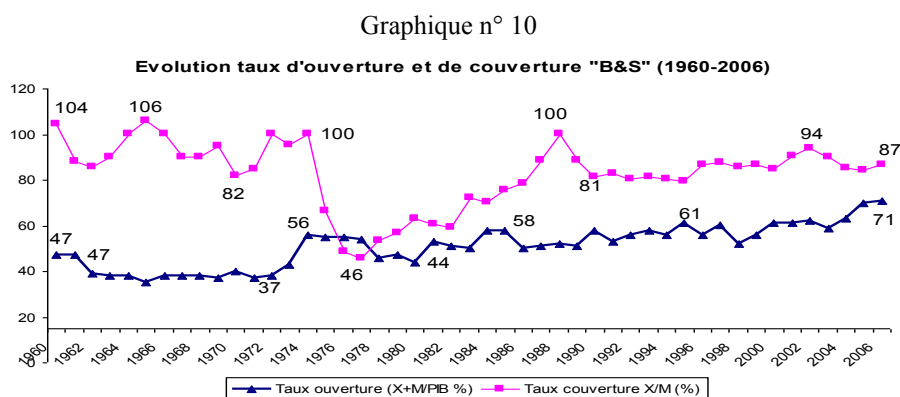
Il ressort du graphique 7 qu'entre 1998 et 2007 les recettes fiscales ont doublé grâce notamment à l'élargissement de la base imposable et l'augmentation du taux d'imposition de certains produits, aux recettes de la TVA à l'importation et à la réduction des dépenses fiscales. Eu même temps, l'Etat a réduit les taux des impôts directs en particulier l'impôt sur les sociétés (IS). Par ailleurs, sur le registre de la dette extérieure, le Maroc a pu réduire son taux d'endettement externe de 125% en 1985 à seulement 28% en 2006 (Cf. graphique 8), mais, comme le montre le graphique 9 cette compression s'est fait par l'alourdissement de la dette intérieure qui s'est multiplié entre 1995 et 2007 par 2,6 fois.



Bref, pour l'équilibre budgétaire, la libéralisation a eu un double impact : le premier bénéfique vis-à-vis de l'extérieur (baisse de la dette externe) et le second négatif pour l'économie (augmentation de la pression fiscale indirecte et de la dette intérieure).

3.2. Evolution de l'équilibre commercial

Comme on l'a vu plus haut, le taux d'ouverture a connu au fil des années une nette amélioration. Ce même constat est repris dans le graphique 10.



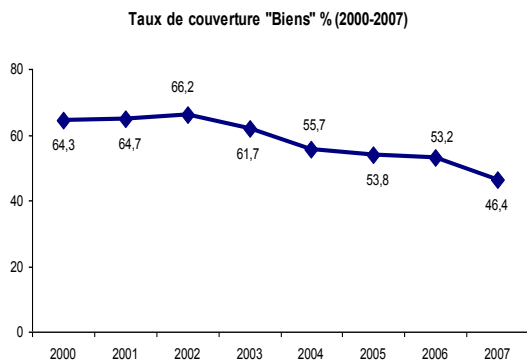
Du graphique 10 ci-dessus on relève trois phases distinctes :

- De 1960 à 1974 un bas niveau d'ouverture conjugué à la couverture totale des importations des biens et services par les exportations. Cette phase correspond à l'adoption de la politique de substitution des importations;
- De 1975 à 1988 une chute rapide de taux de couverture en dépit d'une légère augmentation du taux d'ouverture. En 1977, le Maroc a enregistré le plus bas niveau de couverture de la période considérée (1960-2006). Avec l'adoption du plan triennal de stabilisation et surtout le PAS;
- De 1989 à 2006, marquée par l'accentuation de l'ouverture et qui a connu le maintien du taux de couverture entre 81% et 94%. Notons toutefois qu'à partir de 2002 la couverture des importations des biens et services par les exportations connaît une légère baisse, due essentiellement à l'accroissement de la valeur des importations.

Le rétablissement du taux de couverture des biens et services cache toutefois la réalité reprise par le graphique 11 ci-après. D'après les données de ce graphique le taux de couverture des biens (balance commerciale) se détériore. Ainsi, il est passé de 64,3% en 2000 à seulement 46,4% en 2007. En d'autres termes ce sont les services qui amènent un certain équilibre du commerce extérieur.

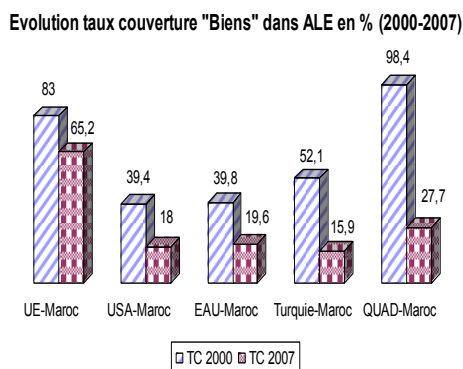
Par ailleurs, le taux de couverture des importations des biens par les exportations vis-à-vis des pays avec lesquels le Maroc a signé des ALE a aussi diminué de manière considérable (Cf. graphique 12), bien que ces accords soient à leur début et que le Maroc est avantagé par des délais de grâce. Ceci dit les ALE fonctionnent à plein régime dans le sens des importations mais peu en faveur des exportations, ce qui pose le problème de l'offre exportable en marchandises vers les pays partenaires.

Graphique n° 11



Source : Construit des données Office des Changes (2004, 2005 et 2007)

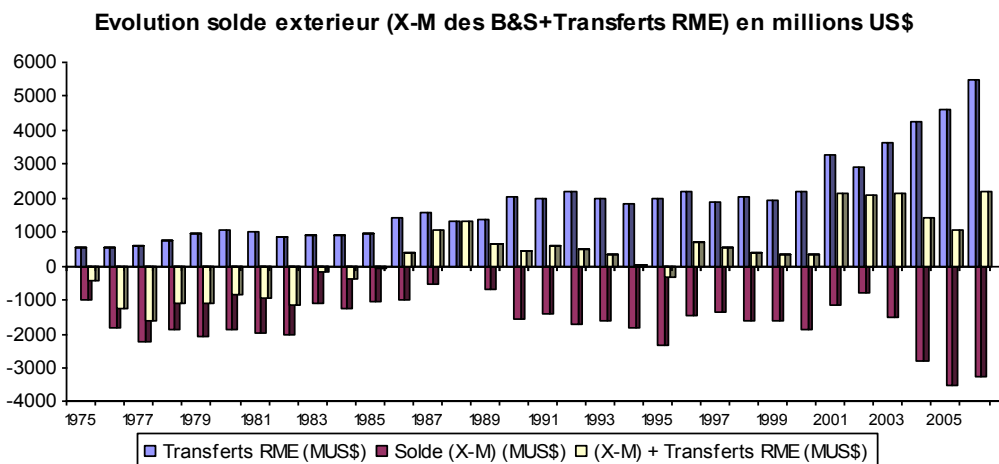
Graphique n° 12



Source : Construit des données Office des Changes (2007)

Néanmoins, au niveau de la balance des paiements le solde commercial généralement négatif se trouve contrebalancé par les transferts des ressortissants marocains à l'étranger (Cf. graphique 13).

Graphique n° 13



Source : Construit des données WDI (2007)

Alors qu'entre 1975-1985 les transferts courants reçus n'arrivaient pas à couvrir le déficit du solde commercial des biens et services. A partir de 1986 la tendance s'est renversée et c'est grâce aux transferts des RME que le Maroc arrive à couvrir ses besoins en devises.

Globalement, la libéralisation a eu un impact contrasté sur les équilibres macroéconomiques. Ces derniers ont été stabilisés au prix de la cession du capital public, de l'endettement intérieur et des transferts des RME. Le constat que ne venons de dresser est partagé avec le CIHEAM⁵ (2008) « un vif débat existe sur la mise en place de la ZLE euro-méditerranéenne prévue à l'horizon 2010 dans le cadre des PEM⁶. Plusieurs études d'impact menées dernièrement posent en effet la question de sa stabilité socioéconomique [...] L'ouverture des marchés pourrait au contraire stimuler les exportations européennes sur la rive sud, là où les besoins sont importants et grandissants en produits de base que l'Europe marchande bien (céréales, lait, viandes) ». Qu'en est-il des implications socioéconomiques de la politique de libéralisation?

4- Implications socioéconomiques

Pour approcher l'impact socioéconomique de la libéralisation nous avons retenu les indicateurs socioéconomiques suivants : taux de chômage, démographie des entreprises, le revenu national per capita et les dépenses des ménages.

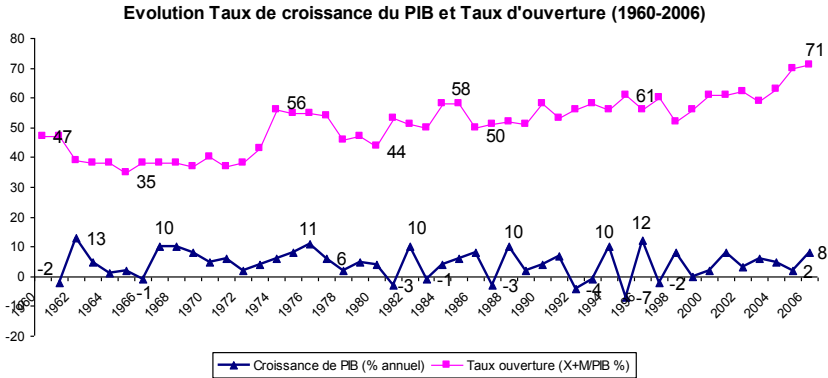
4.1. Libéralisation et croissance économique

Dans le cas du Maroc, la croissance du PIB peine à se stabiliser d'une année à une autre. Le graphique 14 montre que les périodes qui ont connu une croissance soutenue du PIB sont : 1973-1977 et 1983-1987. Du même graphique, les pics à deux chiffres succèdent chaque fois à une croissance négative et malgré l'accroissement du taux d'ouverture le taux de croissance du PIB est resté très faible montrant l'instabilité de la performance de l'appareil productif.

⁵ Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes.

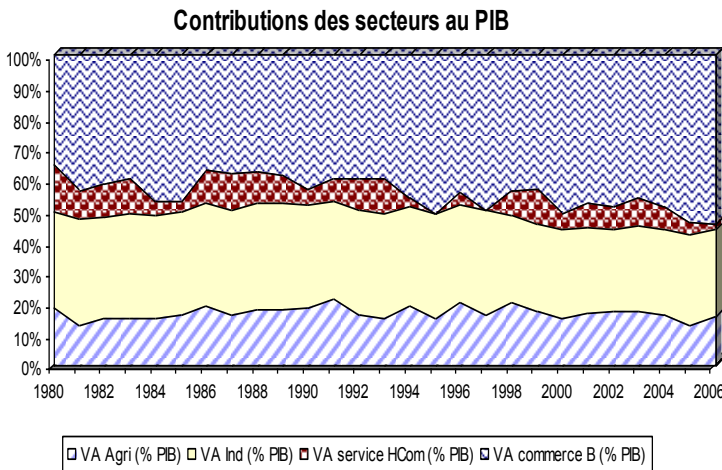
⁶ Pays euro-méditerranéens.

Graphique n° 14



Source : Construit des données WDI (2007)

Graphique n° 15



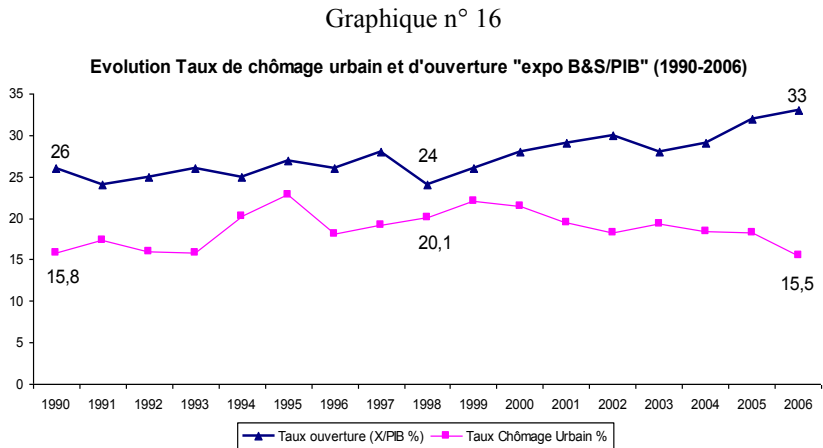
Source : Construit des données WDI (2007)

L'examen de la contribution de chaque secteur à la valeur ajoutée globale du pays depuis 1980 fait ressortir que l'adoption de la libéralisation a favorisé le commerce puisque sa part dans le PIB est passée de 35% en 1980 à 55% en 2006 (Cf. graphique 15). La part de l'industrie est restée quasi-identique mais avec perte de 6 points durant la décennie 2000. Malgré son poids relativement faible dans la structure de la valeur ajoutée globale (entre 20% et 13% selon les campagnes

agricoles), le secteur agricole demeure donc un facteur déterminant pour la croissance globale au Maroc (BKAM, 2008). Certes, les secteurs secondaire et tertiaire ont connu ces dernières années une dynamique de croissance soutenue, mais à leur tour peuvent connaître des contre performances (tourisme très dépendant du sécuritaire, l'industrie des mutations des commandes internationales et des coûts des facteurs).

4.2. Evolution de l'emploi

La question d'emploi est posée avec acuité depuis les années 1980 avec le gel du recrutement dans la fonction publique et l'incapacité du secteur privé à absorber le flux annuel des demandeurs d'emploi, surtout les diplômés de niveau supérieur ou égal à bac+3. Néanmoins, comme l'illustre le graphique 16 ci-dessous quand les exportations sont en expansion le taux de chômage chute avec un an de décalage et inversement.

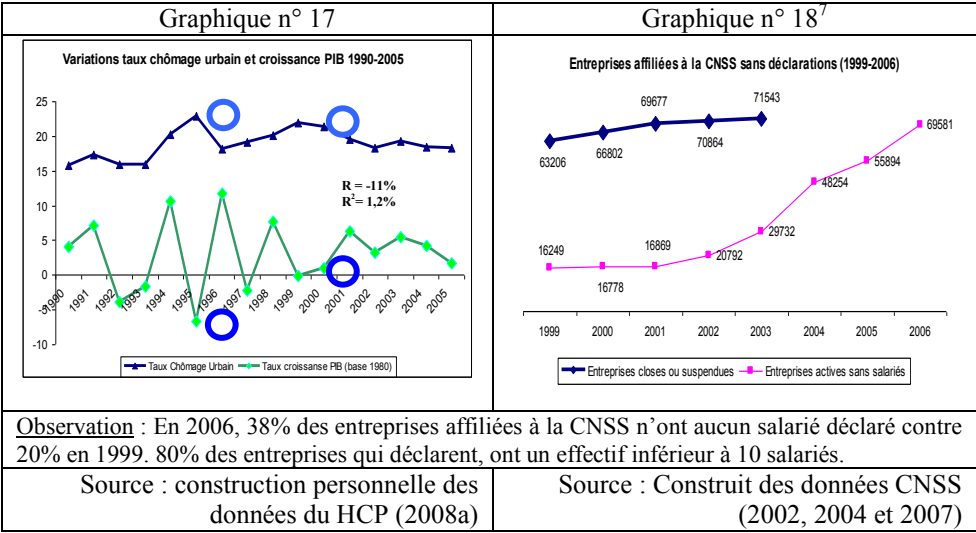


Source : Construit des données WDI (2007) et du HCP (2008a)

Toutefois, certaines simulations (Achy et Milgram, 2003) montrent qu'au niveau agrégé, la libéralisation commerciale entraînerait un léger déclin du PIB et donc de l'emploi. Le bilan reste ainsi ambigu, du fait que l'emploi est plus sensible à l'investissement qu'à l'indicateur d'orientation à l'exportation, aux ventes sur le marché local ou au taux de change effectif réel. (Achy et Sekkat, 2007). En relation avec ce dernier

constat, plusieurs sont les années où l'amélioration du PIB s'accompagne d'une aggravation du chômage (Cf. graphique 17). Le coefficient de détermination R2 est tellement faible qu'on ne peut prétendre à une forte dynamisation de l'emploi par la croissance. Ceci dit, « la réduction du chômage exigera que la croissance économique franchisse le seuil des 6 pour cent par an et ce, sur plusieurs années » (BM, 2006 :9).

La fermeture ou l'inactivité des entreprises constitue un autre facteur qui peut expliquer l'évolution du chômage. Pour l'inactivité, l'effectif des entreprises sans déclaration des salaires à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale est en augmentation moyenne de 10000 qui s'ajoute chaque année (Cf. graphique 18). Ce qui est des fermetures les données de la Direction de l'Emploi (2008) montrent qu'entre 1994 à 2004, 4 595 établissements étaient en difficulté (comprenant les fermetures, les compressions d'effectifs et les réductions de la durée du travail) ayant pour conséquence le licenciement d'environ 90586 salariés.

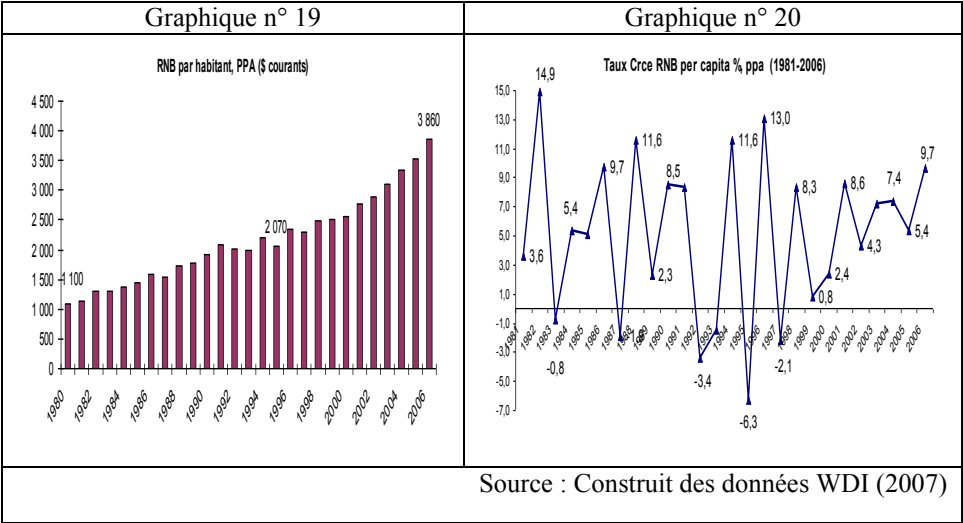


⁷ Avant 2003, date de réforme de la CNSS, cette caisse fournissait séparément les statistiques des entreprises closes ou suspendues et celles sans déclaration ce qui donnait des chiffres effrayants ; à titre d'exemple : le total en 2003 des entreprises closes ou inactives est de 101275. A partir de 2004 après assainissement des bases seules les entreprises inactives apparaissent avec un effectif inférieur de moitié à celui de 2003!

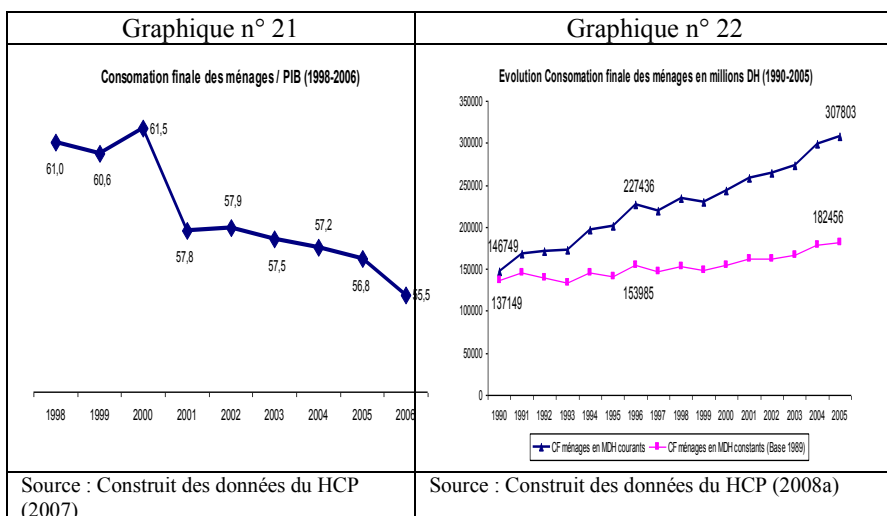
Les faibles performances en matière de croissance du PIB et d'évolution de l'emploi ne vont pas sans avoir des répercussions sur le niveau des revenus et par conséquent sur la consommation finales des ménages. Cela fera l'objet du paragraphe qui suit.

4.3. Evolution Revenu- Consommation

Depuis 1980 à 2006 le revenu National par habitant a connu une multiplication par 3,6. Durant les deux premières décennies de la période considérée (Cf. graphique 19) l'évolution était très faible avec des régressions pour certaines années. A compter de 1998 l'accroissement s'est maintenu sans rythme soutenu comme le montre le graphique 20.



Le niveau du revenu national per-capita reste comparativement à d'autres pays très faible, et si l'on ajoute les problèmes de répartition, cela engendre une pression sur le pouvoir d'achat de la majorité de la population. Effectivement, selon les données du graphique 21 la part de la consommation finale des ménages du PIB en nominal s'est effondrée, en moins de 10 ans, de 10 points. En effet, il ressort du graphique 22 qu'en termes réels la consommation finale des ménages en 2005 n'a pas connu de véritable évolution par rapport à l'année de base (1989).



Partant du fait que les salaires réels n'ont pas connu une réelle augmentation⁸, pendant presque deux décennies, une seule hypothèse pour maintenir le même train de vie : l'endettement à la consommation avec ses effets néfastes à moyen terme. Selon une étude de l'Association Professionnelle des Sociétés de Financement, 75% des marocains ont contracté un ou deux crédits à la consommation⁹, 21% parmi eux se trouvent dans l'incapacité de paiement. En 2007, le total des crédits à la consommation octroyés fut de 1,8 milliards de dirhams sur un total de demandes estimé à 3,7 milliards de dirhams (Al Itihad, 2008).

5- Conclusion : mondialisation vs régionalisation

Certes, la libéralisation de l'économie marocaine permet d'espérer des avantages, en raison des possibilités d'accès à des marchés plus vastes, seulement elle rend progressivement l'économie plus sensible aux événements extérieurs et même sur le marché local. Le bilan dressé par nos soins et appuyé par les conclusions d'autres travaux reste très mitigé

⁸ Outre l'augmentation nominale du SMIG à 6 reprises entre 1990 et 2004, des augmentations furent concédées à certaines catégories du personnel de l'administration publique dans le cadre du dialogue social (ingénieurs, administrateurs, techniciens et enseignants).

⁹ Les crédits à la consommation sont demandés par ordre de priorité pour : l'achat de voitures, l'équipement électroménager, couverture des frais de scolarité, le remboursement d'autres crédits.

aussi bien sur le plan des équilibres macroéconomiques qu'au niveau des implications socioéconomiques. Une telle situation nécessite, sur le plan microéconomique, la mise à niveau des entreprises (M'Rabet, 1997) le positionnement sur des créneaux porteurs, (MIC/BM, 2002)¹⁰ ; sur le plan macroéconomique, le renforcement de la régionalisation. Malheureusement, aujourd'hui les échanges intra-UMA ne dépassent guère 3%. Le coût de cette faible intégration est évalué à « la privation de 2 à 3% du PIB annuel des pays maghrébins » (Martinez et al, 2006).

Les estimations du gain commercial d'un développement des échanges intra-maghrébins montrent que le Maroc et la Tunisie verraient la part de leurs exportations intra-maghrébines s'établir à près de 6% et 10% respectivement, contre des niveaux actuels de 1,6% et 2,5%. En revanche, dans le cas de l'Algérie, une hausse de ces ventes de produits énergétiques au sein de l'espace maghrébin devrait porter la part des exportations intra-régionales de ce pays à un niveau comparable à celui du Maroc, soit 6% (DPEG, 2003).

¹⁰ D'après les données sur l'environnement de l'investissement qui ont été collectées auprès de 859 entreprises manufacturières marocaines.

Référence

Abdelmalki L. et Mundler P. (1995), *Economie du développement : les théories, les expériences, les perspectives*, Hachette Livre, Paris.

Achy L. et Milgram (2003), "Does a free trade area favor an optimum currency area ? the case of Morocco and the European Union", in Achy L. (eds), *Management de taux de change au Maroc*, INSEA, Rabat.

Achy L. et Sekkat K. (2007), *L'économie marocaine en questions (1956-2006)*, L'Harmattan, Paris.

Banque Mondiale (1999), *Mise jour de l'évaluation du secteur privé : le secteur privé moteur de la croissance économique marocaine*, Rapport No 19975-MOR 15 décembre 1999, Direction du développement des secteurs privé et financier ; Bureau régional Moyen-Orient et Afrique du Nord.

BKAM (2008), *Rapport sur la politique monétaire*, 25 Mars, Rabat. BKAM= Bank Al Maghreb

Banque Mondiale (2006), *Mémoire économique pays Promouvoir la croissance et l'emploi par la diversification productive et la compétitivité (En deux volumes) Volume I : Synthèse*, Rapport No 32948-MOR 14 mars 2006, Direction du développement des secteurs privé et financier ; Bureau régional Moyen-Orient et Afrique du Nord.

CIHEAM (2008), *Méditerranée 2008 : Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*, Les Presses Sciences Po, Paris.

CNSS (2002), *Rapport annuel 2001*, Casablanca.

CNSS (2004), *Rapport annuel 2003*, Casablanca.

CNSS (2007), *Rapport annuel 2006*, Casablanca.

Délégation de la Commission Européenne au Royaume du Maroc (2000), « Spécial accord d'association », in *Lettre d'information Union Européenne* n° 166, 1^{er} trimestre.

Direction de l'Emploi (2008), *Evaluation des gains et des pertes d'emploi dans l'industrie*, Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Rabat.

Direction de la Politique Economique Générale (2003), *Les enjeux de l'intégration maghrébine*, document du travail n° 90, Juillet, Ministère des Finances et de la Privatisation, Rabat.

Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation (2007), *Impact de la privatisation sur l'investissement au Maroc*, Ministère des Finances et de la Privatisation, Rabat.

Direction du Trésor et des Finances extérieures (2008a), *Situation des charges et ressources du trésor*, Ministère des Finances et de la Privatisation, Rabat.

Direction du Trésor et des Finances extérieures (2008b), *Evolution de l'encours de la dette du trésor*, Ministère des Finances et de la Privatisation, Rabat.

HCP (2002), *Enquête Nationale sur les Ménages 2000-2001*, Rabat.

HCP (2007), *Annuaire statistique 2006*, Rabat.

HCP (2008b), *Rapport sur l'emploi et le chômage*, Rabat.

M'Rabet R (1997), *La mise à niveau de l'entreprise marocaine*, ISCAE, Casablanca.

Martinez L., Paoli A., Rendon M., Cheklat K. Toumi A. (2006), *L'Algérie, l'Union du Maghreb Arabe et l'intégration régionale*, Euro Mesco 59, octobre.

Ministère de l'Industrie et du Commerce /Banque Mondiale (2002), *Le secteur manufacturier marocain à l'aube du 21ème siècle : Analyse sur la compétitivité des entreprises*, Rapport de l'enquête FACS.

PNUD (2007), *La lutte contre les changements climatiques : la solidarité humaine dans un monde divisé*, rapport sur le développement humain 2007/2008, La Découverte, Paris.

Sefrioui F. (2003), *Entreprise Maroc : Performances et seuils de vulnérabilité du système productif industriel à l'heure de la globalisation*, Co-Edition : INAU & L'Harmattan.

World Bank (2007), *World Development indicators*, Washington DC.

World Bank (2008), *Doing business 2008*, Washington DC.